

# Le Dialogue d’Affaires Algérie-Maroc: Le Secteur de l’Agriculture et de l’Industrie alimentaire

---

Les 20 et 21 janvier 2020, l’Institut EastWest (EWI) a tenu à Berlin sa première réunion, dans le cadre du nouveau Dialogue d’Affaires Algérie-Maroc, une initiative axée sur la réponse aux entraves qui affectent la croissance du commerce transfrontalier.

En organisant des réunions entre représentants des milieux d’affaires des deux pays, le projet se propose de dégager un ensemble concret de recommandations viables, censées encourager les échanges commerciaux bilatéraux. Le coup d’envoi a été donné en janvier, avec la participation de dirigeants de petites et moyennes entreprises opérant dans le secteur agricole, qui se sont réunis afin d’examiner comment promouvoir le commerce à l’échelon local, ainsi que de répondre aux défaillances et aux défis posés sur le plan des politiques agricoles et commerciales des deux pays.

## Les antécédents

Malgré une frontière commune, longue de 1.600 kilomètres, il est curieux de constater que le commerce entre l’Algérie et le Maroc n’existe pratiquement pas, alors que son potentiel ne connaît pas de limites. Il s’agit bien de l’une des plus longues frontières fermées du globe qui traverse l’une des régions les moins intégrées économiquement de toute la planète. Selon l’Observatoire de la Complexité économique, l’Algérie n’a réservé au Maroc que 1,2% (450 millions USD) du total de ses exportations, contre seulement 0,56 % du total de ses importations provenant du voisin occidental.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> “Products that Algeria exports to Morocco,” (Produits exportés par l’Algérie au Maroc), The Observatory of Economic Complexity, 2017, [https://oec.world/en/visualize/tree\\_map/hs92/export/dza/mar/show/2017/](https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/dza/mar/show/2017/).

À l'origine de ces chiffres dérisoires se trouvent des tensions de nature politique et historique, alors que la méfiance entre les deux capitales l'emporte sur le pragmatisme économique. Par ailleurs, la fermeture de la frontière a des conséquences bien au-delà des deux pays, au grand dam des exportateurs et des importateurs qui peinent à acheminer leurs marchandises au travers de toute l'Afrique du Nord. Selon les estimations, le maintien de la fermeture de la frontière coûterait aux deux pays environ deux pour cent de leur taux de croissance; à son tour, le Fonds Monétaire International (FMI) a évalué les pertes annuelles (en 2018) à hauteur d'environ 16 milliards USD.<sup>2</sup> Toutefois, selon les calculs du FMI, l'indice de complémentarité commerciale (CC-TC) de l'Algérie avec le Maroc serait de l'ordre de 11,4% (supérieur aux 10,1% correspondant à l'Italie, principal partenaire et marché d'exportation pour ce pays); d'autre part, l'indice de complémentarité du Maroc avec l'Algérie s'élèverait à 12,9%.<sup>3</sup>

## Le Contexte

La fermeture de la frontière algéro-marocaine est l'expression regrettable des relations tumultueuses entre les deux pays.

Depuis 1994, les pertes de recettes provoquées par la fermeture de la frontière ont freiné le développement économique non seulement du Maroc et de l'Algérie, mais également de toute la région du Maghreb. En dépit des nombreux accords de libre échange conclus entre les pays de la région (l'Algérie et le Maroc y compris), dans le but de promouvoir l'intégration économique et le développement de façon horizontale, ces initiatives sont encore loin de porter les fruits escomptés.

Créée en février 1989, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) demeure l'accord régional de libre échange le plus important. Par malheur, elle tourne maintenant au ralenti, alors que ses États-membres (l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie) n'ont plus tenu de réunion officielle depuis plus d'une décennie. De surcroît, les deux pays sont

---

<sup>2</sup> Youssef Kaidi, "Separated Families and Lost Opportunities: The Closed AlgeriaMorocco Borders," (Familles séparées et occasions ratées: la fermeture de la frontière algéro-marocaine) 2018. <https://insidearabia.com/borders-algeria-morocco/>.

<sup>3</sup> Alexei Kireyev et al., "Economic Integration in the Maghreb: An Untapped Source Of Growth," (L'Intégration économique au Maghreb: une source de croissance inexploitée) IMF, 2019. <https://www.imf.org/en/Publications/DepartmentalPapers-Policy-Papers/Issues/2019/02/08/Economic-Integration-in-the-Maghreb-AnUntapped-Source-of-Growth-46273>.

signataires des accords relatifs à la Grande Zone Arabe de Libre Échange (GZALE/GAFTA) – le principal cadre réglementaire régissant le commerce entre l’Algérie et le Maroc.

Une législation importante rendant possible la mise en place d’une union douanière officielle entre les États membres a déjà été adoptée au niveau de l’UMA. L’accord devrait, en principe, exonérer ces États du versement réciproque de taxes et droits de douane. Les politiques régionales ont toutefois éclipsé les ententes de ce genre, au moyen de mesures économiques restrictives adoptées en guise de réaction, portant ainsi un rude coup à l’énorme potentiel de la région. Pourtant, selon les estimations du FMI en 2018, une plus forte intégration au sein de l’UMA pourrait générer un marché de cent millions d’habitants, avec un revenu moyen per capita de 4.000 USD.

L’Algérie et le Maroc étant les deux plus grandes économies de la région, leurs relations bilatérales sont la clé à même de débloquent la richesse du Maghreb. Pourtant, l’Algérie et le Maroc exportent en moyenne vers le reste du monde respectivement vingt-cinq et quarante fois les quantités destinées à leur voisins les plus proches.<sup>4</sup> Et ce malgré la complémentarité qui caractérise leurs marchés. En effet, l’Algérie, fortement tributaire des hydrocarbures, doit relever les défis provoqués par la chute des prix du pétrole en 2014, tandis que le Maroc produit une gamme assez diversifiée de denrées agricoles et d’articles pour voitures qui sont sensibles à la persistance de la demande externe.

### **L’Expérience – Une Marge de Manoeuvre?**

L’absence d’échanges commerciaux entre les deux plus grandes économies du Maghreb illustre bien un problème régional beaucoup plus grave: à l’heure actuelle, aucun membre de l’UMA n’est le principal partenaire commercial d’un autre.<sup>5</sup> Cet état de choses s’est pérennisé à cause du nombre réduit de compagnies maritimes et de sociétés de transport reliant l’Algérie au Maroc, et les deux au reste du Maghreb.

Malgré le fait que le transport maritime est le principal vecteur du commerce régional, la plupart des ports maghrébins sont tournés vers

---

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

l'Europe. Du reste, le port marocain de Tanger est le seul dans la région à asseoir sa compétitivité sur la conformité aux normes internationales. Par conséquent, une grande partie des courants d'échanges intra-régionaux transite par les ports d'États tiers européens, comme par exemple Almería en Espagne, Rotterdam aux Pays-Bas ou bien Marseille, dans le cas particulier de l'Algérie et du Maroc.<sup>6</sup>

Ces difficultés et ces entraves au commerce ont été maintes fois évoquées au fil du débat, lors du dialogue de Janvier. C'était en même temps l'occasion de confirmer la tendance des exportateurs de la région à se positionner sur des marchés bien plus lointains que ceux de leurs voisins immédiats.

Quelques participants se sont plaints d'incidents impliquant l'arrêt des cargaisons aux frontières, ce qui a gravement nui à la qualité de leurs denrées. D'autres ont fait état d'entraves bureaucratiques au passage de la frontière algéro-marocaine. Par ailleurs, plusieurs membres de la délégation ont reconnu avoir renoncé à nouer toute relation d'affaires dans le pays voisin vu l'inviabilité du commerce transfrontalier ainsi que les frais de transport entre Tanger et Oran.

L'accroissement des échanges entre l'Algérie et le Maroc est néanmoins la clé qui ouvrira la voie à une plus forte intégration économique de la région tout entière. En outre, le fait que l'Algérie demeure la principale destination au niveau du Maghreb pour les produits marocains<sup>7</sup> démontre qu'il existe une marge de manoeuvre rassurante à cet égard; les participants ont parlé en toute franchise des lacunes concernant les produits présents sur les deux marchés, lesquelles pourraient être comblées par la concurrence locale.

Même si les rapports entre les deux pays demeurent tendus, il existe bien une coopération au niveau des États respectifs, et ce dans plusieurs domaines, dont la sécurité.<sup>8</sup> Cette coopération peut et doit déborder le cadre de la sécurité pour inclure l'économie. En identifiant les moyens qui leur permettraient d'accroître le volume des échanges bilatéraux,

---

<sup>6</sup> Kireyev, "Economic Integration in the Maghreb." (L'intégration économique au Maghreb)

<sup>7</sup> Barth, "Regionalism in North Africa." (Le régionalisme en Afrique du Nord)

<sup>8</sup> Djallil Lounnas and Nizar Messari, "Algeria-Morocco Relations and Their Impact on the Maghrebi Regional System," (Les relations algéro-marocaines et leur incidence sur le système régional du Maghreb) MENARA, 2018. [https://www.iai.it/sites/default/files/menara\\_wp\\_20.pdf](https://www.iai.it/sites/default/files/menara_wp_20.pdf).

Alger et Rabat pourraient réussir dans une certaine mesure à résoudre ensemble quelques problèmes internes communs ayant trait au chômage et à la diversification, et – ce qui est encore plus important – ils pourraient jouer un rôle essentiel en aidant la région à établir des chaînes de valeur améliorées et à renforcer sa capacité de négociation avec les principaux blocs commerciaux, tels que l’Union Européenne.<sup>9</sup>

Dans cet esprit, les participants à la réunion inaugurale organisée par l’EWI dans le cadre du Dialogue d’Affaires Algérie-Maroc, ont identifié plusieurs moyens permettant aux milieux d’affaires de s’engager ensemble sur la voie de la coopération, en dépit des tensions politiques et régionales.

## **Recommandations**

**Associer les médias dans les deux pays:** Tout au long des discussions, un sujet constant de plaintes a été le manque d’informations publiques dans chaque pays au sujet de l’autre. Plusieurs participants ont souligné la nécessité de surmonter l’absence d’information pour permettre tant à l’Algérie qu’au Maroc de créer leurs propres marques. Sur les deux marchés, certains pays et régions, tels que les États-Unis et l’Union Européenne, sont associés à des produits et à des normes de qualité spécifiques. Pour faciliter le commerce, une marque comme « Algérie », « Maroc » ou même « Maghreb » devra être promue pour cibler à la fois les marchés locaux et internationaux. Les médias associés peuvent jouer un rôle crucial à cet effet, en informant le public de la région sur les marchandises disponibles de l’autre côté de la frontière.

**Organiser des foires et expositions:** Un outil précieux pour la diffusion d’informations au public des deux pays pourrait être l’organisation d’un plus grand nombre de foires et d’expositions ayant une spécificité nationale ou commerciale. Cela pourrait se concrétiser par une approche à deux volets, moyennant laquelle lesdites marques de chaque pays et de la région seront élaborées endéans un certain délai, dans le but d’intensifier les courants d’échanges entre le Maroc et l’Algérie et d’accroître les exportations en dehors de la région.

---

<sup>9</sup> Kireyev, “Economic Integration in the Maghreb.” (L’intégration économique au Maghreb).

**Organiser des conférences sur des thématiques sectorielles et industrielles:** Le Dialogue d'Affaires Algérie-Maroc, lancé par l'EWI, constitue en soi-même un modèle à extrapoler pour organiser de futures conférences, éventuellement plus grandes, axées sur des thématiques sectorielles ou industrielles, qui se tiendraient dans les capitales et autres villes importantes des deux pays. Cela aurait pour conséquence de promouvoir la coopération avec le monde des affaires et ouvrir des canaux de communication qui seraient mis en valeur à l'avenir, dans un contexte politique plus favorable à une coopération élargie.

**Créer une plateforme sur Internet** pour faciliter le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les professionnels du monde des entreprises qui cherchent à importer/exporter de l'autre côté de la frontière. Étant donné le manque de communication au niveau des gouvernements des deux pays, les milieux d'affaires pourront combler cette lacune en utilisant une telle plateforme afin de renforcer la confiance réciproque et collaborer à la recherche de solutions créatives permettant de maîtriser la politique du gouvernement en matière de commerce transfrontalier. Cela n'assurera pas seulement le maintien de relations commerciales solides, mais aussi la promotion d'une culture de coopération et confiance des deux côtés de la frontière.

**Soliciter l'aide des AHKs** (Chambres de Commerce Allemandes en Algérie et au Maroc) dans les deux pays pour constituer une liste de contacts solides et fiables. Les AHKs peuvent agir à la fois en tant que réseaux dignes de confiance et à titre de médiateurs entre les communautés d'entreprises d'Algérie et du Maroc jusqu'à ce que les communications commencent à circuler avec plus de fluidité à travers la frontière. L'AHK d'Algérie a déjà exprimé sa détermination et son intérêt à jouer ce rôle, dans le but d'aider les milieux d'affaires régionaux à renforcer leur interaction et leur intégration.